Mardi 21 Novembre 2017

■ AVIS PUBLIÉ AU BOAMP N° 17-163910

Date d'envoi au service éditeur : 20/11/2017
Mis en ligne sur le site www.boamp.fr du 20/11/2017 au 18/12/2017

Avis faisant référence à cette annonce (0) :
> Créer un avis de transparence ex ante volontaire
> Créer un avis de résultat de marché
> Créer un avis d'annulation
> Créer un avis rectificatif

> Voir l'annonce sous sa forme originale

Imprimer Retour

M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : **51**
Annonce No **17-163910**
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :* EHPAD RESIDENCE DU PARC.
Correspondant : françoise DESIMPEL, 2 rue Résidence du Parc 51240 Saint-Germain-la-Villetél. : 03-26-67-52-69télécopieur : 03-26-64-11-45courriel : mrsaintgermainlaville@wanadoo.fr adresse internet : http://www.maison-retraite-st-germain-la-ville.fr.
Adresse internet du profil d'acheteur : http://www.maison-retraite-st-germain-la-ville.fr.

Objet du marché : **contrôle technique et contrôle SPS dans le cadre de l'opération de restructuration de l'ehpad**.
Lieu d'exécution et de livraison: 2 rue résidence du parc, 51240 Saint-Germain-la-Ville.

Caractéristiques principales :
marché public de contrôle technique et de coordination SPS (niveau 1) pour la reconstruction de bâtiments permettant d'accueillir 104 lits et la restructuration de la partie logistique, plateau technique, vie sociale et restauration de l'ehpad résidence du parc de Saint germain la ville (51240). Procédure adaptée ouverte soumise aux disposition de l'article 27 du décret nº2016-360 du 25 mars 2016
Refus des variantes.
Possibilité de présenter une offre pour plusieurs lots.

Durée du marché ou délai d'exécution : 63 mois à compter de la notification du marché.
Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 1.e.r mars 2018.
Date prévisionnelle de commencement des travaux : 1.e.r décembre 2018.
Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.
Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance nº 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance nº 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : obligations d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché.;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr /daj/formulaires-declaration-du-candidat);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr /daj/formulaires-declaration-du-candidat).

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 18 décembre 2017, à 12 heures.
Délai minimum de validité des offres : 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :
Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2017/02.

Renseignements complémentaires : les dossiers de consultations sont à télécharger sur le site de l'ehpad
http://www.maison-retraite-st-germain-la-ville.fr
Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable
La commande en ligne sera acceptée
La facturation en ligne sera acceptée
Le paiement est effectué par mandat administratif
Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier les offres ou d'attribuer les offres et le(s) contrat(s) sur la base des offres initiales, sans négociation.
Le cout prévisionnel des travaux est estimé à 10 500 000 euros (H.T.).
Instance chargée du recours : tribunal administratif, 25 rue du lycée - 51036 Chalons en Champagne, courriel : greffe.ta.chalons-en-champagne@juradm.fr
Précisions concernant les délais d'introduction d'un recours : Tribunal administratif.
Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction d'un recours : greffe du tribunal, 25 rue du lycée, F-51036 Chalons en Champagne, courriel : greffe.ta;chalons-en-champagne@juradm.fr.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :
dépôt contre accusé de réception sur site ou envoi en recommander avec AR à l'adresse indiquée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20 novembre 2017.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : ICADE PROMOTION Idf Public Santé.
Correspondant : laurence ANDRE et/ou Catherine GIRARD, tél. : 06-01-31-00-85, courriel : laurence-andre@icade.fr,catherine.girard@icade.fr.
Mots descripteurs : Contrôle technique, Mission d'ordonnancement, pilotage, coordination (OPC).

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 01. -
Marché public de contrôle technique
Mots descripteurs : Contrôle technique

Lot(s) 02. -
Marché public de coordination SPS
Mots descripteurs : Mission d'ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)

Eléments non publiés

Eléments de facturation :
Votre référence de commande au BOAMP : **2017-PA-002**
Numéro du service exécutant : **2017-PA001**
Libellé de la facture : EHPAD RESIDENCE DU PARC 2 rue Résidence du parc Saint Germain la Ville 51240 Saint-Germain-la-Ville
Siret : 26510015600016
Classe de profil : EPS (Établissements publics de santé)

Indexation de l'annonce :
Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation http://www.boamp.fr : 18 décembre 2017
Objet de l'avis : contrôle technique et contrôle sps dans le cadre de l'opération de restructuration de l'ehpad
Nom de l'organisme : EHPAD RESIDENCE DU PARC
Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

Imprimer Retour

CONS3443669

> Informations légales